Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

136-137 | 2014

Désirs d'éthique. Besoins de normes ?

Éditorial

Normes du travail scientifique et normes du marché

Laurent Bazin

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/4443>

DOI : 10.4000/jda.4443

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 2 juin 2014

Pagination : 7-18

ISBN : 978-2-9539599-5-6

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Laurent Bazin, « Éditorial », *Journal des anthropologues* [En ligne], 136-137 | 2014, mis en ligne le 02 juin 2014, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/jda/4443> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.4443>

ÉDITORIAL

Normes du travail scientifique et normes du marché

Laurent BAZIN*

Tandis que se multiplient dans le monde les appels à résistance, les émeutes, rébellions ou autres mouvements des indignés, il arrive que l'on reçoive sur nos boîtes électroniques des courriels étrangement intitulés « appel à soumission » ou « votre soumission ». En les lisant, on découvre qu'il ne s'agit ni de spams ni de canulars : ce sont des messages venant de pairs qui invitent ainsi à contribuer au dossier d'une revue, ou répondent à propos d'un article qu'on leur a adressé pour le publier. Dans l'univers académique, l'usage des termes soumettre/soumission – traduction de l'anglais submit/submission – s'est rapidement répandu au cours des dernières années, de même que les raccourcis de langage qui déclinent « soumettre un article » sous la forme « votre soumission », dans une sorte de lapsus devenu banal et quasi automatique : un véritable leitmotiv professionnel qui ne révèle que trop clairement que l'idéal d'autonomie qui caractérise le travail scientifique – dans la tradition des démocraties occidentales – est en train de se retourner en une injonction généralisée à la soumission. À quoi sommes-nous donc invités à nous soumettre ?

* CESSMA – UMR 245, Université Paris-Diderot/INALCO/IRD
Rue Albert Einstein, Bâtiment Olympe de Gouges, 75013 Paris
Courriel : bazinlaurent@wanadoo.fr

Il en va du travail scientifique comme du travail en général : dans la conjoncture actuelle la seule norme à laquelle il est censé se conformer est sa soumission au marché.

* *

Dans le contexte présent, d'un retournement l'autre¹, de la « crise des subprimes » déclenchée en 2007 à celle des dettes souveraines en 2011, la vie politique des États européens et de l'Union européenne tout entière s'est transformée en un vaste théâtre où se jouent – sur le mode de la tragédie ou de l'opéra-bouffe selon le point de vue que l'on adopte – l'hégémonie des marchés et l'impératif de la soumission au marché². Contraints par une dette dont ils ont mis en place les mécanismes, tenus dans l'élaboration de leur politique par une concurrence économique internationale qu'ils ont installée, les États européens mettent en scène l'absolue supériorité de l'« économie de marché » : tout en offrant au monde le spectacle de leur propre assujettissement aux « marchés financiers » dont les exigences priment sur toute autre considération, ils réaffirment le caractère nécessaire du marché et donc sa valeur de loi universelle devant laquelle, par définition, chacun doit se

¹ Lordon F., 2011. *D'un retournement l'autre. Comédie sérieuse sur la crise financière. En quatre actes et en alexandrins*. Paris, Seuil. Porté à l'écran par Gérard Mordillat : *Le grand retournement* (Solaris Distribution, 2012).

² On aura compris bien évidemment qu'en parlant *du* marché et *des* marchés, cette réflexion ne prend pour argent comptant ni la notion substantialisée de marché, ni « les marchés » comme réalités en quelque sorte désincarnées qui s'imposeraient quasi mystiquement comme des « forces » à la fois invisibles et tangibles : il s'agit précisément de critiquer cet imaginaire du marché et d'essayer de le décomposer pour montrer comment il est construit et produit en norme centrale, c'est-à-dire en instrument de transformation des rapports sociaux, ou mieux en technique de pouvoir, pour reprendre le terme que Foucault appliquait à la discipline (cf. Bazin L., 2004. « Relégation, marché et désactivation du militantisme communiste », *Journal des anthropologues*, 96-97 : 71-108).

soumettre et à l'aune de laquelle chaque situation doit être jugée – ou évaluée, selon le terme généralement utilisé.

La crise, ses rebondissements multiples, les interminables débats auxquels ils donnent lieu, se présentent comme un spectacle – *le spectacle* – dont les modulations sont jouées et rejouées en boucle, comme autant de variations nouées autour d'une même intrigue : critiqué de toute part, le marché est néanmoins une réalité incontournable et l'horizon indépassable ; il *est* la réalité tout entière.

Le marché demeure en conséquence le dogme de l'Union européenne, nullement fissuré puisque la crise se présente au contraire comme l'acmé d'un scénario qu'elle a presque entièrement écrit. Toujours dénoncé et toujours réaffirmé, le marché est le pivot sur lequel s'est bâtie l'Union européenne. Celle-ci a été au cours des trente dernières années l'un des pôles les plus actifs de sa diffusion, en son sein comme dans le reste du monde. Engagé vingt-cinq ans auparavant sur l'Afrique et l'Amérique latine, le cycle des ajustements structurels achève sa course en se refermant sur l'Europe qui en a été le creuset avec les États-Unis.

Le mécanisme sur lequel repose la globalisation, c'est-à-dire l'instauration du marché comme norme centrale, implique que toutes les configurations sociales soient mises en défaut devant la concurrence et l'exigence infinie de performance qui en découlent. La « crise de la dette » en Europe n'est dans cette perspective qu'un simulacre, tout comme elle l'est d'un point de vue strictement économique : elle entérine et fait entrer dans les esprits la défaillance généralisée devant le marché et l'impossibilité d'y échapper.

Les États contemporains s'avèrent défaillants face aux normes du marché, de même que les sociétés caractérisées sous l'angle de leur capacité à engendrer une performance toujours menacée et dévaluée par l'exacerbation de la compétition internationale : les travailleurs ne sont jamais assez productifs, jamais assez flexibles, toujours trop protégés et trop coûteux, les entrepreneurs jamais assez entreprenants ni innovants, les institutions toujours sources de blocages qui doivent être démantelés, les cultures et les mentalités

toujours pesantes et inadaptées. La « réforme » est une nécessité permanente, guidée par une demande d'ajustement au marché qui ne peut trouver aucun terme. Les attaques sont en conséquence incessantes sur les institutions, les statuts, les protections et les solidarités, les conditions d'exercice de chaque métier : il en va ainsi dans les professions scientifiques comme dans les autres domaines d'activité³, qu'ils relèvent des secteurs désignés comme publics ou privés, dont la distinction est d'ailleurs devenue tout à fait factice puisque tous deux procèdent d'un même mode de régulation par le marché. Ce sont les États eux-mêmes – et non plus les travailleurs ou tel ou tel groupe contestataire, acculés au contraire à des postures défensives – qui s'érigent contre l'ordre établi, et se font les acteurs principaux d'un processus continu de destruction qui érode les institutions sur lesquelles ils sont assis, tout comme il sape les fondements de toute société⁴.

Le travail est au cœur de ces ajustements bien qu'il ne soit plus la seule base d'extorsion de plus-value. Il est inutile de s'attarder sur l'ensemble des phénomènes bien connus et amplement étudiés qui se combinent en un processus global de normalisation du travail par le marché et aboutissent à sa précarisation, sa flexibilisation, sa déprotection, son émiettement, sa délocalisation externe ou interne (sans-papiers⁵, travailleurs « détachés » en Europe), mais aussi son intensification par l'augmentation des exigences de productivité, l'abaissement de son coût, etc. L'ensemble de ces transformations

³ Voir le numéro hors série du *Journal des anthropologues* intitulé « Postures assignées, postures revendiquées » (2011).

⁴ Hannah Arendt (*L'impérialisme*, 2002. Paris, Seuil, 1^{ère} éd. 1948) soulignait que les États-nations, lancés dans une politique de conquête mus par la nécessité d'expansion du capitalisme dans la période 1880-1960, détruisaient leurs propres institutions. C'est de nouveau le cas aujourd'hui, bien que la globalisation des trente dernières années se présente comme un régime d'expansion différent de ce qu'Hannah Arendt désignait comme la « politique mondiale » des États de cette période.

⁵ Terray E., 1999. « Le travail des étrangers en situation irrégulière ou la délocalisation sur place », in Balibar É. et alii, *Sans-papiers. L'archaïsme fatal*. Paris, La Découverte : 9-34.

touche également le travail scientifique de production des connaissances. Pour ne parler que de la situation française, les multiples modalités de contrats à « durée déterminée » ne forment plus une réalité périphérique⁶ – autrefois confinée dans le contingent de ceux qu'on appelait précisément « hors statut » ou qui étaient en attente de poste – mais tendent à devenir la règle, à l'intérieur comme à l'extérieur de la fonction publique, liés par des chaînes de sous-traitance dans lesquelles le (non)statut d'auto-entrepreneur peut désormais remplacer petit à petit celui des anciens vacataires et autres contractuels.

Dans son ensemble, le petit monde des sciences humaines – qui a pourtant une propension à s'imaginer être la conscience du monde, critique comme il se doit – fait preuve d'un étonnant empressément à adopter sans transition l'idiome du marché que lui proposent les pouvoirs publics et à s'investir dans les dispositifs de compétition mis en place à son intention. Les départements universitaires rebaptisent « offres de formation » leurs cursus et sont obsédés par leur attractivité et leurs résultats dont dépendent leurs accréditations et leurs budgets ; les laboratoires scientifiques sont lancés dans une « réforme » permanente de leur « gouvernance »⁷,

⁶ C'était déjà le constat que nous dressions en 2007 dans l'éditorial du numéro 108-109 du *Journal des anthropologues* et l'introduction (par Pascale Absi et Guillaume Huet) de son dossier intitulé « Anthropologues à durée déterminée ».

⁷ Les vocables « globalisation » et « gouvernance » sont deux désignations d'une même réalité. Ils sont tous deux des emprunts au vocabulaire des grandes firmes transnationales dans les années 1980. La *globalisation* est le terme qualifiant leurs stratégies pour se repositionner sur le marché qui se mondialise à cette époque (libéralisation économique et financière, affaiblissement du monde communiste, émergence des « dragons asiatiques », ajustements structurels en Afrique et en Amérique latine, destinés à moins restaurer une solvabilité atteinte par la « crise » qu'à offrir de nouvelles opportunités d'investissement par la captation des actifs privatisés). La Banque mondiale et d'autres instances internationales comme l'OCDE ont été les pivots de la diffusion du terme « gouvernance » (en français : gouvernement d'entreprise) et de sa généralisation à tous les domaines, en premier lieu à la politique des États réduits à la fonction de

sans cesse remise en cause tant par les tutelles institutionnelles que par les conflits internes générés par l'exacerbation de la concurrence. On tremble devant les évaluations et l'on s'empresse de conjurer les menaces en chiffrant les résultats scientifiques pour en attester l'excellence. La démonstration de soumission est devenue la règle, le simulacre du marché la forme générale des rapports, et son vocabulaire la langue commune. Le « maniement de la menace⁸ » est la stratégie permanente de nos institutions de tutelle que les répercussions budgétaires de la « crise » rendent opportunément plus crédible, de sorte à convaincre les derniers réticents de l'urgence de rentrer dans le rang, sous peine d'être expulsés. Engagée dans les années 1980 avec la liquidation du marxisme et du tiers-mondisme, la conversion au marché semble aujourd'hui trouver son accomplissement.

En France comme dans le reste de l'Europe, l'accélération des « réformes » de l'enseignement supérieur et de la recherche, on le sait, est le résultat du « processus de Bologne » mis en place en 1999. Celui-ci consiste à organiser la science, plus particulièrement la formation universitaire, comme un marché, à l'instar de n'importe quelle autre sphère sociale. Les encouragements à placer la recherche publique au service des intérêts privés ne sont pas récents. Ils représentent une préoccupation centrale des pouvoirs publics dans un monde où « l'enclosure » de la propriété intellectuelle est un

gestionnaires du marché (cette évolution sémantique est symétrique de celle des entreprises qui se *gouvernent*). La stratégie d'expansion mondiale du capitalisme (c'est-à-dire l'acception initiale du terme globalisation), c'est exactement la définition de l'impérialisme dans la terminologie des courants de gauche dans les années 1970. Devant l'effacement de ces courants idéologiques au profit de la centralité désormais accordée à l'« économie de marché », l'impérialisme ne constitue plus qu'une cible marginale de la contestation, et c'est en quelque sorte l'impérialisme lui-même qui impose au niveau international sa terminologie et donc ses propres catégories de pensée.

⁸ Dejours Ch., 1998. *Souffrance en France. La banalisation de l'injustice sociale*. Paris, Seuil.

nouveau front essentiel de l'expansion du capitalisme⁹. De telles incitations ont une efficacité certaine, mais elles échouent à circonscrire entièrement un champ scientifique en grande partie fonctionnarisé dont la finalité échappe fondamentalement à la logique de la production marchande, notamment dans les sciences sociales. On peut bien commanditer par exemple des études anthropologiques, mais la plus grande part de la production des connaissances anthropologiques se dérobe à toute forme d'utilité directement applicable. La mise en place de financements par appels d'offres y pourvoit en partie ; sa logique fondamentale n'est cependant pas de soumettre la science à un usage direct, mais de créer de la compétition. Il n'est en effet nullement besoin de produire des marchandises et de se situer dans des rapports de vente et d'achat pour être positionné sur un marché : toute la logique des pouvoirs publics qui s'épanouit dans le cadre de l'Union européenne consiste à organiser le marché dans les sphères qui, précisément, dérogent à sa logique. Lorsqu'il n'est pas possible de transformer en totalité le produit d'une activité en marchandise, comme pour les services publics changés en services marchands par la privatisation, la destruction des monopoles publics ou l'alignement de leur organisation sur la logique de gestion du secteur marchand, il faut reproduire les conditions du marché : les mécanismes destinés à parfaire cette métamorphose reposent d'une part sur la mise en place d'une concurrence entre les acteurs – qui deviennent des agents – et d'autre part sur la création d'une valeur qui doit être quantifiable, de manière à imiter le comportement d'un prix, confrontant une offre avec une demande. En d'autres termes, l'offre et la demande n'ont pas besoin d'être réelles ni préexistantes : si l'on ne peut les stimuler, il suffit d'enlever le « t » et de les *simuler* par un mécanisme de cotation.

⁹ Corsani A., Lazzarato M., 2004. « Globalisation et propriété intellectuelle. La fuite par la liberté dans l'invention du logiciel libre », *Journal des anthropologues*, 96-97 : 127-149.

C'est pourquoi « compétitivité internationale » et « excellence » sont les deux maîtres mots du ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, martelés jusqu'à la nausée notamment par Valérie Pécresse à partir de 2007, c'est-à-dire dans la période d'intensité maximale des « réformes ».

Dans cette phase décisive, la concurrence mondiale fut emblématisée dans le « classement de Shanghai », dont chacun sait qu'il n'était qu'un leurre. Ce fut néanmoins le signal pour un mouvement général et rapide de concentration – fusion des universités, regroupement des laboratoires, création de « groupes », implantation de filiales à l'étranger, créations d'« usines à gaz » comme les labex, etc. – auquel on a assisté dans le monde académique soudainement devenu affairiste¹⁰, comme dans une fidèle imitation de l'univers du capitalisme mondialisé : il fallait en effet conglomerer les capacités de production pour accroître la compétitivité et « peser » dans le classement de Shanghai. Les unités (laboratoires, universités) s'avérant incapables d'entreprendre de telles stratégies de globalisation¹¹ sont condamnées à périr ou à disparaître : telle est la dure loi du marché destinée à rendre tangible la menace et à aiguillonner les plus « paresseux », les moins « dynamiques » ou ceux qui demeurent rétifs. D'aucuns auront pu remarquer la contradiction entre une politique proclamant la nécessité de compétitivité des universités françaises et les circulaires destinées à décourager les étudiants étrangers de venir en France. La contradiction n'est qu'apparente car l'objectif n'est que secondairement d'attirer des étudiants et de générer ainsi des ressources pour les universités devenues « autonomes » du fait de la

¹⁰ L'affairisme n'a évidemment jamais été absent de l'enseignement supérieur, et les processus de libéralisation dans ce domaine étaient engagés bien longtemps avant 2007. Dans le même numéro 96-97 du *Journal des anthropologues* que l'article précédemment cité, on lira par exemple Sandrine Garcia : « Les territoires communs des détracteurs et des partisans de la "mondialisation libérale". Le cas de la libéralisation de l'enseignement supérieur » : 29-52.

¹¹ Dans le sens explicité en note 6.

loi LRU. Plus exactement, le renforcement de l'attractivité des universités pour les étudiants étrangers est de l'ordre de l'effet secondaire indésirable plutôt que le motif premier : il fallait alors le contrer, ou dans l'idéal le filtrer pour ne conserver que les situations susceptibles de générer une véritable rentabilité, ce qui n'est pas si facilement réalisable. Le motif premier est l'instauration du marché : celle-ci se donne comme sa propre finalité, puisque le marché *est* la réalité tout entière.

L'excellence est, dans ce système, la valeur nécessaire à la mise en place d'une cote, c'est-à-dire une grandeur homologue d'un prix destiné tant à jauger une production qu'à simuler la confrontation entre une pseudo-offre et une pseudo-demande. C'est pourquoi elle n'est exprimée qu'en termes quantifiables, et mesurée au nombre de publications. C'est pourquoi également les enseignants-chercheurs constatent que leur activité pédagogique n'est nullement prise en compte dans les évaluations. La contestation du caractère partiel et partial des évaluations, les sanctions qui pèsent sur les « non publiants » (notamment l'accroissement de la charge d'enseignement) sont alors de nature à susciter la demande d'une « vraie » évaluation, et donc contribuent à en entériner le principe¹². La manière dont ce principe est mis en application est en réalité secondaire, même si elle n'est bien sûr pas indifférente pour décider du sort de ceux qui en sont l'objet.

Car l'évaluation est le procédé fondamental permettant la création artificielle d'une valeur dans ce système de cotation. La normalisation des revues, c'est-à-dire leur classement par une « évaluation » en vue d'une « reconnaissance » permettant de les prendre en compte dans la quantification des publications, est le rouage essentiel du dispositif. Il est intéressant de rappeler comment

¹² Voir le film *Ils n'en mouraient pas tous mais tous étaient frappés*, réalisé par Sophie Bruneau et Marc-Antoine Roudil (Alter ego films, 2005). Christophe Dejours est invité à la fin de ce documentaire à se prononcer sur les situations de souffrance dont les personnages témoignent devant des médecins du travail, et signale très justement que leur sort était scellé à partir du moment où ils avaient consenti à l'évaluation.

cela s'est passé dans la configuration française. Cette mission échut à l'AERES¹³, qui s'en chargea avec zèle et en urgence en le transformant immédiatement en une parodie. Il n'y eut en effet aucune estimation de la qualité scientifique des revues, ce qui aurait représenté une tâche immense. De fait, une telle appréciation aurait été impossible, irréalisable quels que soient les critères retenus et les moyens attribués. L'AERES se borna donc à publier une liste de revues dont les titres avaient été glanés ça et là, obligeant néanmoins par la suite les revues qui avaient été « oubliées » – comme le *Journal des anthropologues* – à fournir un dossier « soumis » à évaluation en vue de leur reconnaissance. Les apparences étaient sauves, et l'agence pouvait honorer son intitulé. Les incohérences du classement ont été amplement commentées et critiquées ; la stupidité d'une évaluation reposant sur la bibliométrie a été soulignée, de même que son caractère contre-productif en regard d'une politique cherchant l'excellence scientifique. Que le classement des revues ait été réduit à une parodie n'est cependant ni un hasard, ni une imperfection à déplorer. L'important n'est pas qu'il soit fondé scientifiquement ni qu'il soit légitime, mais tout simplement qu'il existe. Son caractère parodique reflète le fait que la logique d'ensemble n'est pas l'appréciation de la qualité de la production scientifique – et l'objectif nullement de la renforcer – mais l'étalonnage d'une pseudo-valeur destiné à produire une cote homologue d'un prix sur un simulacre de marché mondialisé de la science. Comme toute création de valeur, l'excellence relève de l'imaginaire et sa mesure est nécessairement arbitraire : elle ne leurre pas seulement ceux qui veulent bien y croire, mais tous ceux qui, librement ou contraints, consciemment ou inconsciemment, entrent dans le jeu de ce qu'il faut bien désigner littéralement comme un marché de dupes.

Socle nécessaire du marché, l'évaluation génère simultanément l'anxiété indispensable pour entretenir l'idée diffuse de menace. L'effet ne serait pas efficace sans que l'émulation ne soit actionnée

¹³ Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

dans le même mouvement. C'est pourquoi fut mis en place simultanément – sur le critère d'excellence – un système de différenciation et de récompenses aux plus méritants. Menace et émulation engendrent du zèle car elles enclenchent un mouvement de compétition pour échapper à la disgrâce et faire reconnaître le mérite. De sorte que notre « petit monde » scientifique ressemble désormais à ces situations parfaitement décrites dans des romans de l'ex-monde communiste, car il repose sur les mêmes ressorts fondamentaux.

Les revues sont à la base du système d'évaluation sur lequel repose la mise en œuvre de la cotation de l'excellence. Cette valeur fictive trouve sa consécration dans la mesure où elle peut être convertie en une vraie grandeur économique, par le développement de marchés dérivés. De la même manière, par exemple, l'audimat qui mesure l'audience télévisuelle, ou son équivalent qui enregistre la fréquentation des sites web sont des grandeurs homologues d'un prix, qui organisent des espaces comme marchés artificiels, dans l'optique de les convertir en un prix véritable sur un marché véritable : celui de la publicité. Outre le marché de la formation qui peut désormais s'épanouir, ainsi que celui de la connaissance et/ou de l'expertise, on assiste aujourd'hui à la structuration rapide d'un marché des revues et des publications scientifiques, dont la bataille fait rage en particulier sur l'espace des portails numériques. Comme sur tout marché, l'enjeu est à la fois la rentabilisation de la production scientifique transformée en marchandise réelle et la captation des ressources publiques.

Une conséquence tangible de ces phénomènes est que les revues deviennent toutes plus normatives les unes que les autres et sont lancées dans une course pour la reconnaissance de leur excellence scientifique et l'accroissement de leur surface de visibilité.

Le rôle des comités de rédaction, et la manière dont ils traitent les auteurs ou les coordinateurs de numéros, se transforment en conséquence. Le zèle a envahi les équipes éditoriales. Membres des comités de rédaction et évaluateurs des articles s'instituent en

censeurs de leurs pairs. Il ne s'agit plus de se prononcer sur la qualité scientifique d'un texte, mais de signifier aux auteurs qu'ils sont en défaut « d'excellence ». On dit alors qu'il faut aider les auteurs à améliorer leurs textes pour en faire de très bons papiers. Le nombre d'articles refusés, acceptés tels quels ou auxquels on demande des modifications est d'ailleurs un des critères importants des dossiers déposés pour subvention et reconnaissance des revues. Chacun s'investit donc avec zèle dans le rôle de censeur qu'on lui confère, dans une surenchère de conformité à des normes académiques jamais définies (comment le seraient-elles ?) mais toujours supposément objectives et impartiales. La crainte perpétuelle d'un défaut d'académisme en est le moteur. Il faut pourtant bien constater que la recherche éperdue de l'excellence, tout comme le processus de normalisation académique qui en découle, n'est qu'une intériorisation des injonctions des tutelles ministérielles stimulée par la mise en place d'un pseudo-marché de la science.

La nouvelle conjoncture du travail scientifique se reflète parfaitement dans le fait que, dans l'univers des revues scientifiques, on ne propose plus un article à publication, on le « soumet » à l'évaluation, et que les « appels à contributions » sont devenus en conséquence des « appels à soumission ». Le passage du registre de la contribution au registre de la soumission signale bel et bien que le travail scientifique, comme toute forme de travail, est invité à s'assujettir au marché. De lui-même, cela va sans dire, car il lui faut intérioriser la menace, l'émulation et le zèle, c'est-à-dire faire disparaître de la conscience les injonctions dont ils procèdent. Nous ne sommes tout de même pas des valets !

* * *